

Nostalgies citadines en Afrique Sud.

Par Philippe Gervais-Lambony. Le 7 May 2012

**Réminis-
cences
et vies
citadine
s.**

*Ménilmontant, mais oui madame,
C'est là que j'ai laissé mon cœur,
C'est là que j viens retrouver mon âme
Toute ma flamme, tout mon bonheur.*

*Quand je revois ma p'tite église
Où les mariages allaient gaiement,
Quand je revois ma vieille maison grise
Où même la brise parle d'antan*

*Elles me racontent comme autrefois
De jolis contes. Oh jours passés, je vous revois !
Un rendez-vous, une musique, des yeux rêveurs
Tout un roman, tout un roman d'amour...*

[...]

*J'suis pas poète,
Mais j'suis ému
Et dans ma tête,
Y'a des souvenirs jamais perdus.*

Charles Trenet, Ménilmontant.

« Time is always memorialized not as flow, but as memories of experienced places », partant de cette citation de David Harvey (1990, p. 218), je souhaite proposer une réflexion sur les rapports des villes et des citadins au temps et à l'espace passés. Les habitants des villes sont confrontés au changement, non pas seulement cyclique, mais aussi sans retour : c'est une caractéristique de la citadinité que nous connaissons depuis Charles Baudelaire : « Le vieux Paris n'est plus (la forme d'une ville / Change plus vite hélas que le cœur d'un mortel) » (« Le Cygne », *Les Fleurs du mal*, 1857). C'est une conséquence du processus de « destruction créatrice » décrit par David Harvey (1990) dont on sait les conséquences sociales (Veschambre, 2008) ; il en découle un sentiment qui est donc « *a historical emotion* » (Boym, 2001, p. XVI), la « nostalgie » : « nostalgia and progress are like Jekyll and Hyde : alter egos » (Boym, 2001, p. XVI). Ambigüe, la nostalgie me semble être une des composantes omniprésentes de la relation des sociétés humaines à leurs espaces (passés, actuels et à venir).

Certains auteurs, à la suite de Tuan (1971), définissent la nostalgie comme caractéristique des sociétés « inquiètes » (à l'image d'ailleurs des individus vieillissants[1]) de l'accélération des

changements et de la perte de contrôle de leur destinée : « when (...) a people perceive that changes are occurring too rapidly, spinning out of control, nostalgia for an idyllic past waxes strong » (p. 195). Ce raisonnement conduit aux conclusions classiques sur la mondialisation contemporaine : puisqu'elle est accélération du changement et qu'elle donne le sentiment d'une perte de contrôle sur les événements, elle induit la nostalgie. On a abondamment écrit depuis David Harvey sur les effets de la compression de l'espace et du temps : il est clair que la relation au passé a connu un changement depuis quelques décennies d'une part parce que le présent devient passé plus rapidement, d'autre part parce que les imaginations du futur ne s'inscrivent plus dans une trajectoire simple, mais s'appuient au contraire de plus en plus sur des représentations du passé. Cette analyse négative de la nostalgie, pour juste qu'elle soit, me semble trop restreinte, notamment en ce qui concerne les espaces urbanisés où le sentiment nostalgique me semble jouer un rôle plus complexe.

Le mot nostalgie nous vient de deux termes grecs : *nostos*, retour et *algos*, souffrance. Il s'agit à l'origine d'un mal, voire d'une maladie[2] causée par l'absence d'un lieu où l'on souhaite retourner. La notion est donc d'abord spatiale. Nous parlons d'une forme de tristesse géographique qui associe temps et espace puisqu'elle est autant regret de l'espace d'un temps perdu que regret du temps d'un espace perdu : ce que l'on se remémore, ce que l'on regrette est à la fois espace et temps, et si ce souvenir est difficile à supporter, c'est parce qu'il est à la fois présent (ici et maintenant) et inaccessible (ailleurs et d'un autre temps).

Il y a différentes manières de distinguer les formes citadines contemporaines de mémoire (Didier *et al.*, 2007) et de nostalgie. Pour approcher leurs places dans les vécus citadins, il me semble utile de faire appel à la distinction entre deux types de mémoire explorés par Marcel Proust[3] : mémoire volontaire (qui est le résultat d'un effort de mémoire, effort de reconstruction donc, qu'une histoire de vie peut reconstituer, mais qui reste aussi figée que les images dans un album de cartes postales que l'on feuillette) et mémoire involontaire (qui n'est pas chronologique, mais une « réminiscence », une « immédiate, délicate et totale, déflagration du souvenir » qui a lieu par « le miracle d'une analogie » qui « fait échapper au présent » et « retrouver les jours anciens » [*Le Temps retrouvé*, p. 228, édition de 1954]). Dans le processus mémoriel impliqué par la mémoire involontaire, c'est bien sous la forme d'espace du passé que surgit le temps « perdu » :

La sensation commune avait cherché à recréer autour d'elle le lieu ancien, cependant que le lieu actuel qui en tenait la place s'opposait de toute la résistance de sa masse à cette immigration dans un hôtel de Paris d'une plage normande ou d'un talus d'une voie de chemin de fer [...]. Toujours, dans ces résurrections-là, le lieu lointain engendré autour de la sensation commune s'était accouplé un instant, comme un lutteur, au lieu actuel. Toujours le lieu actuel avait été vainqueur ; toujours c'était le vaincu qui m'avait paru le plus beau. (Le Temps Retrouvé, p. 224)

Il y aurait donc deux modalités de présence du passé. De la seconde, on pourrait dire qu'elle relève des espaces de représentation d'Henri Lefebvre (1974), c'est-à-dire du vécu (l'espace passé surgit dans l'espace et le temps présents comme le décrit la citation ci-dessus). La première est en revanche une représentation de l'espace, c'est-à-dire qu'elle est conçue (puisque c'est la production volontaire d'un souvenir et d'un discours). On distinguera donc l'idéalisation du passé, qui relève de la conception de l'espace et est le plus souvent le fait soit des autorités urbaines soit d'agents économiques qui produisent des espaces en faisant référence à un passé imaginé[4], de la nostalgie vécue par les citadins (Huysen, 2003 ; Boym, 2001 ; Dlamini, 2009). Certes ces deux modalités de la nostalgie s'influencent et se chevauchent, la distinction est néanmoins utile analytiquement. De même que celle proposée par Svetlana Boym (2001) qui distingue la nostalgie

« restaurative » de la nostalgie « réflexive ». La première appelle au retour vers le passé : elle est liée aux projets nationalistes et identitaires conservateurs, à la recherche d'une identité présentée comme essentielle et vers laquelle il faudrait revenir (centrée donc sur le *nostos*) ; la seconde est avant tout conscience de l'écoulement du temps et du changement de l'espace, elle est conscience du caractère éphémère de toute chose (centrée donc sur l'*algos*) et elle permet donc de penser le présent et de construire l'avenir. Ceci sans négliger le fait que, si la nostalgie est regard vers le passé (tout en s'expliquant par le présent auquel elle le compare), elle concerne la construction du futur. Combien de projets d'aménagement sont une projection dans le futur en fonction d'un passé idéalisé ? Combien de projets individuels sont une recherche dans le futur d'une reproduction du passé perdu ? C'est l'importance des « pouvoirs de l'imagination (comme double capacité à se souvenir du passé et à désirer le futur) » (Appadurai, 1996, p. 34) que l'on rappelle ainsi et ceux qui en rendent le mieux et le plus précocement compte ne sont sans doute pas les chercheurs en sciences sociales mais les artistes, notamment écrivains et poètes, comme nous le dit le texte de la chanson en exergue du présent texte. Puisque la nostalgie est en effet une « émotion », de nature poétique, nous nous appuyerons dans ce qui suit aussi sur des œuvres littéraires qui tout à la fois la restituent et contribuent à la construire.

L'hypothèse défendue ici est que la nostalgie, qu'elle soit réminiscence ou souvenir construit, est d'une part en partie causée par l'espace, d'autre part peut être une force positive de production de l'espace. Pour le démontrer, on examinera comment les lieux suscitent les réminiscences et comment les pratiques, vécus et conceptions des lieux présents se construisent sur des représentations du passé, ceci à partir de quelques exemples de nostalgies citadines en Afrique du Sud, espace particulièrement marqué par les ruptures temporelles et spatiales. La richesse du cas sud-africain tient aussi au caractère ambivalent des souvenirs vécus de l'époque de l'apartheid. Comme dans les anciens pays communistes analysés par Svetlana Boym (2001), il y a ici une difficulté à se remémorer avec bonheur des moments vécus à l'époque d'un régime oppressif. Comme le montre Jacob Dlamini (2009), les souvenirs heureux de l'apartheid sont politiquement incorrects, donc difficilement exprimables. Mais j'insisterai tout autant sur une dimension spécifiquement spatiale et urbaine de la relation au passé. On sait, en effet, que les transformations de l'espace auxquelles sont confrontés les citoyens ne sont pas synchrones dans l'espace urbain, toutes les parties d'une ville ne changent pas du même pas (Roncayolo, 2002). La réflexion sur les temporalités différentes des espaces peut se conduire à toutes les échelles. À l'échelle métropolitaine, certains quartiers changent quand d'autres semblent immobiles, c'est souvent la conséquence d'une sélectivité des effets de la globalisation économique ou des politiques de transformation urbaine qui se concentrent dans des espaces « porteurs » (les vitrines de la ville), laissant de côté les « arrières-boutiques » (Bénit-Gbaffou, Gervais-Lambony, 2003 ; Lee et Yeoh, 2004 ; Didier *et al.*, 2007). À l'échelle locale, c'est par exemple tel bâtiment ancien qui subsiste dans un quartier transformé, tel objet urbain même semblant sortir du passé. Je souhaite montrer que ce sont les rencontres de tels objets, ou les circulations dans l'espace (qui du fait des décalages sont aussi des circulations dans le temps) qui sont susceptibles de susciter des « réminiscences », processus caractéristique des vies citadines.

Il faut ajouter qu'en Afrique du Sud, les discours sur le passé s'articulent souvent sur la période de l'apartheid : lutte contre l'apartheid idéalisée, revendications locales liées à l'héritage de l'apartheid. Et le cas sud-africain illustre parfaitement l'affirmation de Maurice Halbwachs : « il n'est point de mémoire collective qui ne se déroule dans un cadre spatial » (Halbwachs, 1997, p. 209). En effet, dans ces jeux d'acteurs, l'espace joue un rôle essentiel : il sert de support aux discours, il permet la production de « lieux de mémoire » (Nora, 1984), il est aussi l'enjeu très souvent parce que ce qui est en question c'est le droit d'usage de l'espace. Tout se passe comme si

la question centrale devenait d'interprétation et d'adaptation au changement. Une compréhension géographique du changement urbain et des réactions citadines face à lui est donc un enjeu scientifique majeur, d'autant que partout dans le monde, les efforts de reconquête de mémoire par certains groupes sociaux jusqu'à présent écartés des processus de patrimonialisation témoignent de plus vastes rééquilibres qui affectent la balance du pouvoir en ville. Pour reprendre l'analyse de Kusno sur les mémoires éminemment politiques de Jakarta,

what is [...] important is not what has been forgotten and remembered, but how and why certain memories are institutionalised, transformed and invested with particular meaning for the regulation of the public. The same public, however, could in turn open these same memories for appropriation, contestation and intervention. (Kusno, 2004, p. 278)

Loin donc de n'aboutir qu'à un consensus autour d'une hypothétique mémoire collective généralisée, la question de la mémoire cristallise au contraire désormais la mobilisation identitaire urbaine à plusieurs échelles donc la question de la définition même de la citoyenneté sud-africaine.

Arrachement et exil : la nostalgie « pré-moderne ».

La modalité la plus classique de la nostalgie est celle vécue par l'exilé. Elle est projection du regret sur un espace. Ulysse, loin d'Ithaque, est le modèle de ce sentiment. Cette nostalgie est pré-moderne : elle repose sur la croyance en une identité liée à un territoire. Mais, en même temps, cette nostalgie est redevenue essentielle avec la phase actuelle de la mondialisation, l'explosion des mobilités et surtout la généralisation d'un « sense of exile from “authentic” being » (Comaroff, 2009, p. 140). C'est ce sentiment, qui est à la fois une représentation de l'espace et du temps, qui explique d'une part le recours constant à des références au passé, d'autre part l'importance des réminiscences : se tourner vers le passé (espace et temps), c'est rechercher le pérenne pour fonder une identité capable de résister aux flux du changement. Si nous nous en tenons aux situations urbaines à l'échelle locale, il s'agit de la nostalgie des « déplacés » intra-urbains pour leur ancien quartier c'est-à-dire victimes d'un *root shock* : « root shock is the traumatic stress reaction to the destruction of all or part of one's emotional ecosystem » (Thompson Fullilove, 2004 , p. 11).

L'Afrique du Sud est riche d'exemples de ce type de nostalgie étant donné les déplacements massifs de population urbaine liés à la mise en place de l'apartheid. C'est ce qui a donné naissance au mythe de la *location*. Par distinction d'avec les *townships*, lotissements publics qui leur ont succédé, les *locations* étaient des quartiers ségrégués mais situés près centres-villes et où les non-Blancs avaient un statut de propriétaire. Le plus emblématique de ces quartiers est peut-être Sophiatown à Johannesburg, mais on évoquera aussi Cato Manor (Durban), District Six (Le Cap), Marabastad (Pretoria) et des quartiers bien moins connus dans des villes secondaires : partout les *locations* ont été rasées, partout elles restent présentes sous forme de souvenir. Elles représentent l'idéal d'une culture urbaine fondée sur la mixité et la liberté et la nostalgie de cette ville perdue imprègne tout à la fois les vécus citadins et les politiques urbaines qui mobilisent et patrimonialisent cet idéal[5]. La nostalgie des *locations* explique donc des lieux actuels des espaces urbains sud-africains à la manière de ce qu'Augustin Berque (1993) a défini comme des « arché-paysages » : ils « échappent au temps historique » (p. 31) et les citadins les « portent gravés dans leurs cœurs, tels la ruelle où l'on jouait entre petits voisins, le terrain vague où l'on partait à l'aventure, la petite boutique où l'on allait acheter des sucreries à deux sous » (p. 31). C'est que le déracinement spatial, s'il est concret et daté dans le cas des personnes déplacées et des quartiers détruits, et aussi le propre de tout un chacun sous la simple forme de l'arrachement au temps et à

l'espace de l'enfance.

Monsieur P. m'avait ainsi raconté (Gervais-Lambony, 2003) l'histoire typique de ce qu'il appelait son « déracinement ». La famille P. (« classifiée » *coloured* par le régime de l'apartheid) était originaire de la région du Cap de l'Est, au sud du pays. L'oncle de Monsieur P. était venu, avec sa femme et ses enfants, travailler dans l'East Rand en 1935, il avait trouvé un emploi à la New Model Gold Mine, située sur la municipalité de Benoni et habitait la *location* d'Actonville. Dans l'East Rand, l'application du *Group Areas Act* a conduit dans les années 1960 à la mise en place de quatre vastes zones pour le logement des « Noirs » et au regroupement des populations « indiennes » et « colorées » dans deux quartiers : Actonville (quartier qui devint indien) et Stirtonville (qui devint *coloured* et fut rebaptisé Reiger Park). Monsieur P., instituteur, qui avait habité chez son oncle à son arrivée en ville, s'était installé en 1955 dans une maison d'Actonville qu'il avait achetée. En 1964, la famille P. reçut un courrier de la municipalité de Benoni qui lui signifiait son expropriation et l'attribution d'un logement à Stirtonville. Monsieur P. refusa de partir jusqu'au jour où se présenta devant sa porte une famille indienne pour prendre possession de la maison. C'était un vendredi, il se souvient : « we had to move the next day, with the help from a friend who owned a backie and took us to Stirtonville ». Mais, arrivant le samedi, la famille trouva les bureaux de la municipalité fermés, c'est un ancien voisin qui leur indiqua une maison inoccupée où il s'installèrent. Les nouveaux voisins ne se connaissaient pas, ils s'identifiaient comme originaires de Benoni, Germiston, Boksburg, Alberton, etc. (noms des différentes villes de l'East Rand d'où ils venaient). Les réseaux associatifs et politiques étaient démantelés. D'après Monsieur P, c'est au bout de deux ans que se développa un nouveau sentiment communautaire, notamment sous l'impulsion des responsables des églises. La base de cette reconstruction identitaire, selon Monsieur P., fut le regret partagé des anciennes *locations*, l'histoire commune de l'arrachement.

Les histoires de vies des citadins sud-africains de plus de 50 ans sont pleines de cette nostalgie de l'arrachement, celles des plus jeunes aussi auxquels les parents ont raconté et raconté encore ce passé. L., jeune femme de trente-cinq ans, enseignante et résidant à Soweto, raconte encore (entretien, février 2011) ce que ses parents lui ont transmis : ils étaient nés à Sophiatown, ils venaient de familles citadines anciennes (« we were city people, we had no family outside Johannesburg »), et pour les enfants de L. c'est encore un élément identitaire.

La ville et ses fantômes... nostalgies « modernes ».

L'autre grand moteur du sentiment nostalgique chez les citadins est une autre forme d'exil, causée non pas par leur déplacement, mais par le changement de ce qui les environne : c'est la nostalgie moderne par excellence mise en poème par Charles Beaudelaire, commentée par Walter Benjamin. Outre la succession de destructions de quartiers non-blancs, les grandes villes sud-africaines, mais tout particulièrement celles de l'actuelle province du Gauteng, partagent une histoire qui est celle d'une course à la modernité (Beavon, 2004 ; Chipkin, 1993 et 2008) et on peut donc mobiliser pour en comprendre les effets les analyses des conséquences émotionnelles de la modernité urbaine de l'Europe du 19^e et du 20^e siècle. Herman Charles Bosman, écrivain et poète sud-africain, en rend compte à propos du Johannesburg des années 1940 avec une tonalité toute baudelairienne :

They will pull down the Standard Theatre like they have pulled down all the old buildings, theatres, gin-palaces, temples, doss-houses, shops, arcades, cafes and joints that were intimately associated with the mining-camp days of Johannesburg. [...] [T]here is no other city in the world that is so

anxious to shake off the memories of its early origins. (Bosman, 1957, p. 50)

L'apartheid lui-même était d'ailleurs un système économique « moderne » et les nostalgies conséquentes sont liées au changement rapide qui provoque ce que David Harvey décrit comme « this overwhelming sense of fragmentation, ephemerality, and chaotic change » (Harvey, 1990, p. 11), mais aussi de l'accumulation de marques du passé dans le présent. Ce type de nostalgie est directement lié à la « destruction créatrice » consubstantielle du capitalisme : le système capitaliste est producteur d'espace, mais est en même temps limité dans son développement par les inerties spatiales (rigidité des infrastructures, du bâti, etc.), pour son bon fonctionnement (c'est-à-dire l'accroissement des profits) la destruction/reconstruction permanente est donc indispensable (Harvey, 1990). Des lieux y échappent cependant un temps, ils sont d'autant plus nombreux que les transformations sont brutales : un bar populaire dans un quartier en cours de gentrification[6], qui conserve son ancienne clientèle en train de devenir minoritaire dans le quartier, un vieil hôtel construit à l'époque coloniale et pas encore devenu « patrimoine »... autant de petites enclaves laissées pour un temps hors du temps présent, reliques fragiles de l'espace passé. Ces lieux sont essentiels, il me semble qu'on ne pourra jamais mieux le dire que Michel de Certeau (1980) : « les restes de passés déchus ouvrent, dans les rues, des échappées vers un autre monde » (p. 191), ils contribuent à narrativiser la ville, donc à la rendre « habitable » (p. 203).

Non loin de Johannesburg se trouve un lieu de ce type : la *Casbah Road House* (voir Gervais-Lambony, 2003, chapitre 8). La Casbah est ce que l'on appelle localement une *Road House*, on dirait *drive in restaurant* en Amérique du Nord. C'est d'une Amérique des années 1960 que s'inspire d'ailleurs ce restaurant situé sur l'ancienne municipalité de Brakpan : des bouteilles de Coca-Cola géantes et aux formes arrondies bordent l'espace sur lequel viennent se ranger les voitures des clients. Les véhicules s'alignent les uns derrière les autres, entre des bandes de peinture blanche au sol, une ligne est réservée au dégagement de ceux qui ont achevé leur repas. Le dimanche, à midi, les familles afrikaners viennent déjeuner dans ce restaurant très bon marché. Chacun reste dans sa voiture, choisit son repas sur un immense menu placé face aux véhicules et commande par la fenêtre ouverte à un (ou une) serveur/se noir(e) qui accourt prendre la commande. Une fois la commande prête, elle est apportée sur un plateau au véhicule, il faut alors baisser sa vitre pour que le serveur puisse accrocher le plateau grâce à deux crochets métalliques. Il y a quelques règles : éteindre sa radio, placer correctement sa voiture et ne pas en sortir. Ce lieu reproduit une relation client blanc/serveur noir héritée, d'ailleurs les serveurs et serveuses habitent pour la plupart le *township* de Brakpan, Tsakane, alors que les clients viennent surtout de quartiers blancs populaires (et l'âge avancé des véhicules en atteste). Parce qu'il est d'un autre temps, le fonctionnement de cet espace connaît aujourd'hui quelques perturbations.

Un jour de novembre 2008, visite à la Casbah Road House. Sur un côté du bâtiment, un petit parking a été aménagé pour ceux qui préfèrent consommer à l'une des quatre tables de bois installées désormais sur une petite terrasse. À l'une de ces tables sont assis un homme blanc âgé et un enfant, le grand-père et son petit-fils très probablement. Ils ont commandé un *milk shake* pour l'enfant, un café pour l'homme. L'enfant, par un geste brusque accidentel, renverse son verre : le liquide rose se répand sur la table puis sur le sol. L'homme se lève et appelle la serveuse, elle apporte une serpillière qu'elle lui tend, il s'excuse et nettoie lui-même la table. La serveuse est interpellée par un autre événement : une Volkswagen rouge conduite par un homme noir vient d'entrer à contresens sur le parking, il coupe son moteur, sort de la voiture, et va s'asseoir à une table. La serveuse lui demande de déplacer le véhicule, l'homme remonte dans la voiture rouge sans rien commander et repart. Arrive alors un véhicule plus « conforme » au lieu : un « pick-up » d'une entreprise de plomberie conduite par un homme blanc d'âge moyen et chargé à l'arrière de

trois ouvriers noirs en combinaison de travail. En afrikaans, l'homme au volant passe commande pour lui-même et ses ouvriers, puis paye le tout. En zoulou, les hommes, depuis l'arrière du backie, échangent des salutations avec la serveuse. Entre temps le vieil homme et son petit-fils ont payé leur note directement au patron du lieu, un homme blanc corpulent qui reste derrière la caisse, un œil sur la cuisine, un autre sur le parking.

Comment décrypter les comportements observés en ce lieu hérité d'un certain passé sud-africain ? La Casbah est symbolique d'une époque et d'un mode de vie : celui des classes populaires blanches de l'East Rand des années 1960, mais en même temps d'un modèle de modernité nord-américaine (même si le nom de Casbah évoque le monde urbain méditerranéen ici exotique). Sur le menu du restaurant distribué aux clients depuis 2010, trois images : une Cadillac rouge vif des années 1960, une famille noire souriante et un couple blanc (non moins souriant et dégustant des *milk shakes*). Les règles d'usage de cet espace sont donc à la fois importées (États-Unis) et héritées (apartheid), puisque les clients jusqu'aux années 1980 ne pouvaient légalement qu'être blancs. Apparemment inchangée, la Casbah est entrée dans le temps et l'espace post-apartheid et est désormais ouverte à toutes les clientèles. Encore faut-il que les clients connaissent et acceptent les codes d'utilisation de cet espace. Les attitudes sont diverses : respect des codes spatiaux, provocations, maladresses, conflits d'usage. Que signifie ce lieu pour ceux qui le pratiquent ? Quelles résurgences brutales de passés abolis provoque-t-il de part et d'autre des barrières raciales et sociales ? Différentes nostalgies ici se percutent et se traduisent dans des pratiques spatiales éventuellement conflictuelles, mais aussi fondatrices d'une spatialité citadine nouvelle et innovante. La Casbah est un espace du passé, mais encore présent sur lequel les citadins d'aujourd'hui inscrivent leurs pratiques sur la base de représentations et de réminiscences. De tels lieux évoquent ce que Michel De Certeau (1980) appelle les « revenants de la ville » (p. 189) : « tour à tour ils inquiètent un ordre productiviste et ils séduisent la nostalgie qui s'attache à un monde en voie de disparition » (p. 190). Une autre désignation de ces revenants pourrait être celle de « tomason » : objets urbains dont la fonction n'est plus connue, reliques d'un système d'un autre temps, oubliées par la destruction créatrice (Genpei Akassegawa, 1987)[7]. L'écrivain sud-africain Ivan Vladislavic (2010) mobilise ce concept à propos de Johannesburg qui est selon lui caractérisé par le rythme accéléré du changement, qui laisse derrière lui des traces fantomatiques :

The natural habitat of the tomason is the city street. [...] Tomasons thrive in the man-made world, in spaces that are constantly being remade and redesigned for other purposes, where the function of a thing that was useful and necessary may be swept away in a tide of change or washed off like a label. (Vladislavic, 2006, pp. 175-176)

Plus généralement, le concept de tomason permet de faire le lien entre citadinité et nostalgie : de tels objets sont éminemment urbains, parce que la caractéristique de l'espace urbain est le changement. Ce qui permet à Akassegawa d'écrire : « as long as people have cities, and as long as they are conscious, the hyperart of Thomasson will continue to flit in and out of view, in the space between mind and metropolis » (Akassegawa, 1987, p. 3). Les tomasons d'Akassegawa et de Vladislavic sont des objets urbains de très petite taille, mais je propose d'élargir l'usage du terme à des espaces urbains de plus grande dimension : un quartier relique du passé, voire une ville entière produite dans un contexte aujourd'hui disparu.

Pour préciser mon propos, j'évoquerai un de ces tomasons d'une autre échelle, le quartier de Comet à Ekurhuleni. Le samedi 4 décembre 2010, s'y tient une assemblée nostalgique. Un groupe de personnes, âgées de 40 à 60 ans, mais dont beaucoup sont venues avec leurs enfants et petits-enfants, se réunit autour d'un *braai*[8] et de boissons, ils se sont retrouvés grâce à Facebook et des

réseaux internet, car, si certains se fréquentent encore, la plupart s'étaient perdus de vue depuis longtemps. Leur point commun est d'avoir grandi dans le même « quartier » de l'actuel Ekurhuleni, un quartier très spécifique : Comet était une petite cité minière réservée aux cadres noirs de la société East Rand Proprietary Mines (Erpm). Plus importante compagnie minière de l'East Rand, l'Erpm avait construit quatre *hostels* pour mineurs (vastes bâtiments organisés en dortoirs collectifs pour hommes seuls), une cité résidentielle pour ses employés blancs et une cité résidentielle de pour ses salariés noirs non-mineurs.

Situé au centre de l'East Rand, sur des terrains miniers, Comet est toujours là, alors même que les mines d'or ont été fermées (les dernières au milieu des années 1990) ; l'Erpm, toujours propriétaire foncier, a été racheté par une compagnie plus grande, la Drd Gold Limited, qui aujourd'hui dans la région re-traite les anciens terrils pour en extraire les restes d'or. La base économique de l'East Rand a changé, devenue industrielle et tertiaire, mais, par inertie spatiale, les cités minières n'ont pas été rasées. Les maisons ont été louées par la compagnie minière à leurs occupants, elles sont attractives, car le marché locatif est saturé dans ces espaces proches des centres-villes. En 2010, une société privée spécialisée dans la spéculation sur les anciens terrains miniers a acheté l'ensemble de Comet à la Drd Gold Limited, c'est cette société qui perçoit aujourd'hui les loyers.

Comet, fantôme d'une époque révolue, était une cité fermée privée, composée de deux-cents logements pour employés noirs et d'une cinquantaine pour salariés blancs. Les plus anciennes maisons remontent au début du 19^e siècle, certaines ont été construites par le cabinet du célèbre architecte Herbert Baker et sont donc protégées en tant que patrimoine architectural. La partie réservée aux noirs est encore entourée d'un haut grillage, une guérite de garde à l'entrée est à l'abandon, elle servait à contrôler l'accès à la cité. Les logements sont tous des maisons familiales, alignées le long de rues rectilignes bordées d'arbres. Comet, sortie tout droit du temps passé, est en quelque sorte l'ancêtre de la communauté fermée contemporaine. Privée comme elle, puisque propriété de la mine, elle servait à loger, non pas les mineurs eux-mêmes, mais les employés noirs qui occupaient diverses fonctions dans l'univers de la mine : comptables, chauffeurs, infirmiers, mécaniciens, domestiques parfois. À quelques centaines de mètres, la cité réservée aux salariés blancs, avec bien sûr des maisons plus vastes et en matériaux de meilleure qualité, n'était pas close. Comet était une ville dans la ville, dans sa diversité. La maison originelle comprenait quatre pièces sur un petit terrain comme la *matchbox* des futures *townships*. Il y avait des douches et toilettes collectives partagées par les habitants. Ceux-ci étaient entièrement pris dans le système paternaliste de la mine : logés, ils étaient aussi nourris (distribution de pain et de viande deux fois par semaine), distraits (dans le hall communautaire, on passait un film tous les mardis soir ; des concours de danse étaient organisés régulièrement, les fameux *gum boot dancing*), éduqués (une école primaire scolarisait les enfants, en langue xhosa, au sein même de la cité), soignés (une infirmière diplômée payée par Erpm recevait les patients à la clinique de la cité). On offrait aussi la vie spirituelle, il y avait trois églises à Comet : une église méthodiste, une église anglicane, une église de la French Reformed Church (que fréquentaient les originaires du Lesotho, où cette congrégation a été implantée au 19^e siècle par Eugène Casalis et Thomas Arbousset). Enfin, il y avait un terrain de football pour que les jeunes du quartier puissent faire du sport.



Figure 1. « Quand je revois ma p'tite église... ». L'église méthodiste de Comet, seule des trois églises encore en place et utilisée. Construite en tôle ondulée et située près de l'entrée de la cité (Gervais-Lambony, 2011).

Les habitants de Comet vivaient ainsi dans un monde à part, monde qui reproduisait la séparation noir/blanc, mais était privilégié par rapport à celui des mineurs dans les *hostels* d'une part, des habitants des *townships* d'autre part. Certes ils allaient en ville, soit à Boksburg, à pied ou en voiture, pour faire des achats (« we loved going to Boksburg, it was lively »[9]), soit à Johannesburg par le train le plus souvent. Il y avait une gare à quelques minutes à pied, avec deux entrées, l'une réservée aux Blancs, l'autre réservée aux Noirs. Sur le quai, une ligne blanche sur le sol séparait l'espace blanc de l'espace noir, les wagons de première s'arrêtaient devant la partir blanche, les noirs pouvaient monter dans des wagons de seconde ou troisième classe seulement : « the first class for blacks was called second class ».

Il y avait des failles à ce monde bien huilé. Des violences entre enfants blancs et noirs : « they waited for us on the way to the station, and they did beat us. If we retaliated they did complain to the mine police who then came to our parents ». Des failles plaisantes aussi : « on tuesday nights we did tell our parents that we were going to the movie at the hall, but in reality we went to meet girls there ». Ce n'empêche, on aimait ce cinéma du mardi soir ; le meilleur souvenir : les films de Tarzan ; les enfants noirs ensuite imitaient dans les rues de Comet le célèbre cri de Johnny Weismulher ; mais aussi ils jouaient aux Indiens et aux cowboys et c'était à celui qui serait John Wayne...

Les paroles des anciens résidents sont toutes empreintes de nostalgie : « Comet, it was the most beautiful place, it was well maintained, we had space ». Ils insistent sur le souvenir d'une vie communautaire : « the ladies next door were like our other mothers, they raised us in respect and religion »; « we knew everybody, we could go and eat in any house ». Bien sûr ils voyaient les limites : « we knew the system was bad, we were fenced, but we never knew hunger »; « it is only when I went to Daveyton (un *township* de l'East Rand où l'interviewé a été scolarisé en 1972, car l'école de Comet se limitait au primaire) that I realised that there was children who did go to bed without food at night ». Comet, à l'opposé était un monde d'abondance : « the mine was providing

everything » ; « you remember for Christmas? The mine did always put a Christmas tree and provided presents for every child according to his age ».

Souvenirs d'une vie quotidienne « normale » qui reviennent soudain en marchant dans les rues : « this was my street, we used to play here »; « that was my home, can you take a picture of me standing here? ». Un autre indiquant son ami d'enfance : « You see, I learned to ride on his bicycle, he was the only one to have a bicycle, his father was very respected also by the mine people because he never made problems ». Car il y avait aussi de la diversité sociale, selon les postes occupés par les parents. Et cette hiérarchie sociale, à partir de 1964, se traduit dans les logements. Cette année-là (qui est aussi celle du déplacement de la famille P. évoquée plus haut à Stirtonville et de la construction de Vosloorus), l'Erpm commence à détruire d'anciennes maisons de Comet pour en construire de plus grandes, équipées de toilettes et de douches. Trois rangées sont construites dans lesquelles sont logées les familles les plus méritantes et dont le chef de famille occupe des fonctions plus rémunératrices.

C'est un temps et un monde que l'on regrette quand on le confronte au présent : « it is very sad to see what this place has become; it is different now, the new people have a different culture, there are many foreigners ». C'était un monde protégé : « we did not meet the miners, they were foreign, we were a different community »[10]. Le terrain appartient toujours à Erpm qui fait un entretien minimal, les rues sont parsemées de trous (« there was no potholes then »), les terrains non bâtis ne sont plus entretenus (notamment le terrain de football), le hall communautaire est à l'abandon. Les choses se sont dégradées (du point de vue des anciens résidents) au fur et à mesure de la réduction de l'activité minière. Les *hostels* ont fermé les uns après les autres à partir du début des années 1980 ; les employés blancs sont tous partis, leurs maisons ont été louées à des noirs (dont certains descendants de familles du Comet noir).



Figure 2. Une des rues de Comet. Sur la droite une des maisons originelles (Gervais-Lambony, 2011).

M., un ancien résident, est aujourd'hui un homme politique connu dans la région ; ses amis d'enfance l'ont approché pour qu'il intervienne : le nouveau propriétaire des terrains menace

d'expulser une partie des résidents du quartier et d'augmenter les loyers des autres, des évictions ponctuelles de sous-locataires ont d'ailleurs déjà eu lieu en août 2011. Le temps est compté pour ce lieu qui semblait resté à l'écart des changements récents, d'autant que la municipalité a aussi un projet de densification du quartier et des terrains miniers non bâtis qui l'entourent. Un groupe se mobilise (et mobilise la « nostalgie » qui est donc aussi, on n'en est pas dupe, un outil politique dans un enjeu spatial sans pour autant être moins « vécue » ni porteuse d'un projet de vie) aujourd'hui pour demander la vente des maisons à leurs occupants (selon le modèle de ce qui a été fait dans les *townships* dans les années 1980). Mais sur quels arguments ? La défense d'un passé minier et ségrégationniste ? La question se pose d'autant plus que Comet est aussi socialement divers : les locataires des maisons naguère réservés aux blancs, dont le loyer est plus élevé (l'équivalent de 130 euros actuellement au lieu de 50 dans les autres logements), peuvent être considérés comme appartenant à la classe moyenne, ils sont les plus mobilisés dans l'association locale pour la défense de leur quartier et sont aussi les premiers à dénoncer les pratiques de leurs voisins mauvais payeurs ou qui sous-louent leurs logements. On touche du doigt l'ambiguïté des nostalgies citadines sud-africaines : comment dire que l'on regrette ce passé marqué du sceau de l'injustice ?

Comment dire la nostalgie de ce qui n'a pourtant pas changé ?

Le citadin que l'on pourrait dire immobile, qui ne connaît ni déracinement, n'en est pas moins confronté au changement, mais de lui-même plus que des lieux. Certains d'entre eux, en effet, semblent immuables alors que ce que nous étions quand nous les fréquentions n'est plus, c'est alors la discordance entre notre être et les lieux qui provoque la nostalgie. C'est le sentiment de Proust quand il retourne sur les rives de la Vienne : il constate la disparition de son moi passé. Il n'est pas difficile de trouver dans la ville sud-africaine cette constatation exprimée par des citadins. Ce sentiment joue un rôle moteur dans la production de l'espace, parce qu'il est au cœur de ses représentations et peut pousser à agir sur l'espace soit pour le rapprocher de ce dont on se souvient, soit pour le transformer en fonction de ce que l'on est soi-même devenu. Mais dans le cas particulier de l'Afrique du Sud, il y a une dimension particulière au souvenir : comment éprouver la nostalgie d'un passé qui était aussi l'époque de l'apartheid ? Le cas de Pauline[11], une élue locale d'Ekurhuleni, illustre bien ces deux points. Comme beaucoup de citadins sud-africains, Pauline habite encore la maison où elle est née et dont elle a hérité de ses parents, dans un quartier dont le paysage a peu changé. Elle développe donc une tactique qui consiste à faire de cet ancrage une qualité, tout en replaçant l'ensemble de son parcours dans le contexte dynamique des événements politiques. Sur cela elle fonde aussi son action de femme politique dans sa circonscription.

Pauline est née en 1960 à Stirtonville. 1960, comme elle le rappelle, est l'année du « massacre de Sharpeville » : dans ce *township* du sud de Johannesburg, le 21 mars, la police ouvrit le feu sur une foule qui manifestait pacifiquement contre le port obligatoire du *pass* (passeport intérieur). 69 personnes furent tuées, 180 blessées, et les partis d'opposition (Pac, Anc) firent à partir de là le choix de passer à la lutte armée contre le régime. De cela Pauline n'a pas de souvenir vécu, bien sûr, mais elle insiste néanmoins sur l'importance de la concomitance de l'événement et de sa naissance. En revanche, elle dit se souvenir de l'année 1964 où elle a vécu la destruction de Stirtonville et le déplacement, avec ses parents et grands-parents, dans le *township* de Vosloorus. Cependant, elle a connu à Vosloorus, dit-elle, une enfance heureuse avec ses sœurs, sa mère,

employée de maison chez une famille blanche de Boksburg (puis femme de ménage pour le Boksburg Council) et son père, livreur pour une pharmacie (« Yes, he was a delivery boy, I could call him that »), dans la maison familiale. C'est pourtant avec réticence que Pauline évoque cette période heureuse, elle insiste plus volontiers sur les difficultés de sa famille. Elle a fait ses études à Vosloorus, à la Llinge High School, jusqu'au baccalauréat en 1979, mais ses parents n'ayant pas les moyens de financer des études supérieures, elle a été contrainte de travailler dès 1981 comme caissière dans un supermarché d'une municipalité voisine.

Toujours sous l'apartheid, Pauline a fondé une famille, elle s'est mariée en 1984 et a eu trois enfants. Le troisième enfant, second garçon, est né le 27 avril 1994. Dans la narration de Pauline, c'est une seconde coïncidence avec l'histoire nationale : ce 27 avril-là était le jour des premières élections libres en Afrique du Sud qui ont abouti à l'élection de Nelson Mandela à la présidence de la République : juste avant d'accoucher, Pauline se souvient être allée voter tout de même. Et l'année 1994 est une rupture majeure dans sa vie, puisque c'est aussi celle de son divorce. Depuis, elle élève seule ses trois enfants (ce pour quoi elle a été obligée de quitter son emploi), aidée financièrement par sa sœur aînée. À la même période, Pauline s'investit dans la vie associative locale et aussi explique développer une activité politique au sein de la branche Anc du quartier.

En 1996 et 1998, elle perd ses parents et, à partir de là, vit seule avec ses enfants dans la maison familiale de son enfance. En 2000, associée avec un petit groupe d'amies, elle ouvre un petit restaurant de restauration rapide au centre-ville de Germiston. Mais elles abandonnent en 2002 après avoir été victimes de plusieurs cambriolages et agressions : « there was too much crime ». À partir de là, Pauline s'est consacrée à part entière à la politique locale et adhère officiellement à l'Anc. Elle est alors immédiatement élue au *ward committee*[12] de son quartier. Au moment des élections municipales de mars 2006, le responsable de la branche Anc dont elle dépend lui demande d'être candidate : « You have the potential to be a leader, we see you, and you are a woman ». Elle hésite, consulte sa famille (sa sœur et surtout ses enfants), puis accepte et est élue avec 93% des voix de la circonscription. Depuis Pauline appartient à la classe moyenne, son salaire est d'un peu plus de 1000 euros mensuels.

Quoi de nostalgique dans ce parcours ? *A priori* pas grand-chose, Pauline est une femme ambitieuse qui va de l'avant. Mais si on l'écoute attentivement, le discours politique de Pauline est imprégné de références au passé : l'époque de la lutte (*the struggle*), de la large mobilisation par opposition à la faible participation électorale actuelle, l'époque du vieux *township*, celui des origines où tout le monde se connaissait, où il n'y avait pas de crime, pas d'étrangers, l'époque de ses parents, pauvres mais honnêtes dit-elle[13]. Il y a une conséquence spatiale et politique à tout cela : l'ensemble des évolutions et problèmes actuels de Vosloorus est lu par Pauline à travers le prisme de la comparaison avec le passé. « I am a real boksburger » est la formule qu'utilise Pauline pour se définir, c'est-à-dire : née dans l'ancienne *location* de la ville de Boksburg (Stirtonville), elle appartient à la première vague de peuplement du *township* de Vosloorus. En d'autres termes elle est une « autochtone », dotée donc d'une identité légitime selon elle contrairement aux arrivants les plus récents. Cette légitimité est renforcée dans son discours par la mise en parallèle soulignée plus haut entre les dates marquantes de sa vie personnelle et celles de l'histoire de la lutte politique (1960 et 1994). La conséquence directe est sa relation difficile avec les habitants des quartiers informels les plus récents : sans légitimité ni dans le temps ni dans l'espace (les deux allant de pair), ils doivent, selon Pauline, être « déguerpis ». Cette identité fondée sur la représentation du quartier dans le passé, tel qu'il devrait au fond être encore, a donc une conséquence politique sur la vision de cette femme politique pour le futur. Et la transformation du quartier (par adjonction de nouveaux sous-quartiers) est pour elle aussi difficile à accepter que

l'immutabilité des plus anciennes parties de Vosloorus qui restent des poches de pauvreté et ne bénéficient pas ou peu des changements politiques alors même qu'elle a elle-même connu une remarquable ascension sociale.

Et enfin : une nostalgie post-moderne ?

Au-delà des formes classiques de nostalgie que l'on vient d'évoquer, la question se pose de l'émergence récente d'une forme de relation citadine aux espaces et temps passés qui serait « nouvelle » parce que liée directement aux évolutions contemporaines des espaces urbains (évolutions que, sans rentrer dans les débats sur l'opportunité de l'usage du terme mais pour des raisons de commodité, l'on regroupera sous le terme de « post-modernes »). Sans doute s'agirait-il alors de la nostalgie de celui qui regrette de n'avoir jamais connu tel lieu qu'il voit aujourd'hui si différent, non pas du souvenir qu'il en a, mais de ce qu'il l'imagine avoir été, une « nostalgie imaginée » donc qui ne peut se référer à rien de tangible, une réminiscence d'un temps que l'on a pas vécu. Cette nostalgie se soigne à coup de patrimonialisation et de fabrication identitaire. Ce qui provoque, note Appadurai, le divorce de la nostalgie et de la mémoire parce que

l'effort pour inculquer la nostalgie est une caractéristique centrale des techniques marchandes modernes. [...] Ces formes de publicité de masse apprennent au consommateur à souffrir de la perte de choses qu'il n'a jamais perdues. [...] Avec ces expériences de pertes qui n'ont jamais eu lieu, ces publicités créent ce que l'on pourrait appeler une « nostalgie imaginée », c'est-à-dire une nostalgie pour ce qui n'a jamais été. (2001, p. 129)

En Afrique du Sud, ce processus est fréquent, et de plus en plus, puisque la référence à la période de l'apartheid et de la lutte contre l'apartheid pour les plus jeunes peut être nostalgie sans mémoire. Ils sont donc légion ces lieux de marchandisation du passé, aussi parce que les politiques de « patrimonialisation » se multiplient.

Au nord de Johannesburg, à Sandton, au cœur d'un centre d'affaire et de commerce souvent désigné comme le nouveau centre-ville de l'agglomération (Beavon, 2004), se trouve une place baptisée « Nelson Mandela Square ». D'inspiration néo-florentine, le centre de Sandton City n'en est ainsi pas moins revenu à une identification aussi locale fondée sur l'idéalisation du passé. Sur la place carrée bordée de restaurants et hôtels de luxe se dresse la statue en pied de Nelson Mandela. Elle connaît un succès étonnant auprès des touristes autant que des locaux qui se font photographier aux pieds de la statue. Mandela danse immobile sur la place emblématique du Johannesburg marchand de l'après-apartheid : il représente le passé (bien que toujours en vie), nostalgie de l'époque simple de la réconciliation et de la victoire joyeuse sur l'apartheid. Après une époque d'invention d'une ville sans racines, une ville post-moderne où les nouvelles constructions produisaient des simulacres de villages toscans, que ce soit dans les centres commerciaux ou les résidences sécurisés, l'Afrique du Sud urbaine semble se ré-approprier un passé de lutte politique à des fins commerciales. Il aura suffi qu'un peu de temps passe pour que cette idéalisation et cette marchandisation se produisent.



Figure 3. La statue de Nelson Mandela dominant le Nelson Mandela Square à Sandton (Gervais-Lambony, 2011)

Voisinant le centre-ville ancien de Johannesburg, dans le quartier de Newtown, on pourra aller boire un verre au Kofifi, bar branché qui a repris le nom affectueux donné par les citoyens noirs au quartier de Sophiatown, on pourra aussi se faire photographier assis à côté de la statue de bronze de Brenda Fassie (figure 4) ou de Kippie Moeketsi (célèbre saxophoniste de jazz des années 1950-1960), marcher sur des pavés marqués des noms des musiciens noirs de la seconde moitié du 20^e siècle[14].

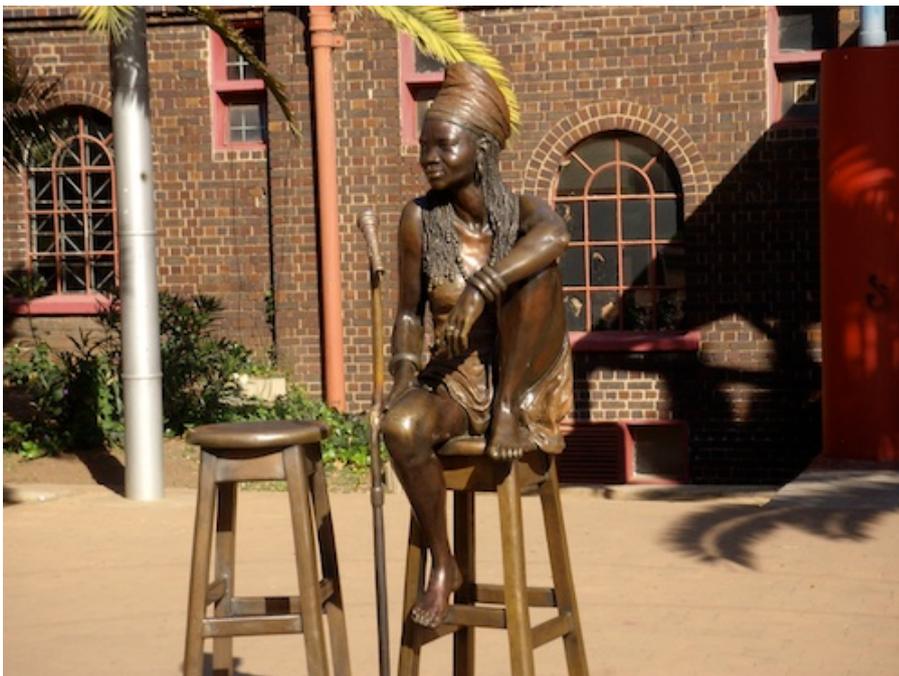


Figure 4. Brenda Fassie, vedette populaire de la chanson sud-africaine décédée en 2000. Ici, dans le quartier de Newtown à Johannesburg vous pouvez vous asseoir à ses côtés... (Gervais-Lambony, 2007).

À l'autre extrémité de la ville, à Soweto, on se promènera dans la rue Vilikasi avec des groupes de touristes venus visiter les lieux du début de la révolte de Soweto (Guinard, 2010) ; ou bien à Vosloorus, dans l'East Rand, on ira faire ses achats au centre commercial flambant neuf (construit en 2010) et baptisé « Chris Hani's crossing » du nom du leader communiste de la lutte armée assassiné non loin de là en 1993.



Figure 5. Une des entrées du nouveau mall de Boksburg, construit en 2010, le Chris Hani Crossing. (Gervais-Lambony, 2011)

Et au centre-ville de l'ex-municipalité de Boksburg, on se désaltérera au Stirtonville Pub. Ce bar porte le nom de l'ancienne *location* de Boksburg, le quartier où est née Pauline dont on a retracé plus haut le parcours. Au mur, les clients du pub peuvent voir des photographies anciennes de Stirtonville, mais aussi de Sophiatown, la célèbre *location* de Johannesburg. Le propriétaire des lieux tenait un bar clandestin à Vosloorus, il est lui-même né à Stirtonville. Les clients sont noirs, comme la plupart des gens qui fréquentent aujourd'hui les rues du centre-ville de Boksburg. Ce lieu fait référence à des temps et lieux antérieurs à l'apartheid, déplacés dans un espace central autrefois interdit pour signifier la victoire sur l'apartheid. Une nostalgie complexe se déploie ici, inscrite dans les mémoires de lieux et construite sur des lieux de mémoire inventés. La clientèle du Stirtonville Pub est diverse, et de plus en plus jeune. L'espace produit ici est donc de moins en moins fondé sur la nostalgie d'un passé partagé, de plus en plus sur un passé imaginé d'une part, et déplacé spatialement d'autre part, puisque le pub n'est en rien situé sur l'emplacement de l'ancien quartier de Stirtonville.

Les « revenants » de la ville sont dans tous ces cas bel et bien « exorcisés sous le nom de patrimoine » (de Certeau, 1980, p. 190), ils ne sont plus des tomasons, parce qu'ils sont réintégrés dans le nouveau système urbain et donc redevenus utiles voire tout à fait « marchandisés ». Pourtant, des fantômes continuent de hanter les lieux et les vécus citadins, les lieux comme les hommes ne portent-ils pas leur temps passé ? Si l'on peut tenter de décrire les seconds « comme ayant la longueur non de [leurs] corps mais de [leurs] années, comme devant, tâche de plus en plus

énorme et qui finit par le vaincre, les traîner avec [eux] quand ils se déplacent » (Marcel Proust, *Le temps retrouvé*, p. 441), qu'en est-il des lieux ? Il me semble que les espaces urbains comme les êtres humains « touchent simultanément, comme des géants plongés dans les années, à des époques si distantes, entre lesquelles tant de jours sont venus se placer » (*ibid.*), mais surtout que dans les vécus citadins cette épaisseur, temporelle et spatiale à la fois, est toujours présente. Cette présence est en grande partie liée à l'une des caractéristiques des espaces urbains : leur transformation permanente mais asynchrone dans l'espace. Si le présent texte a pu ouvrir des pistes de recherche géographique sur ce sujet, il aura atteint son objectif. Certes nous ne sommes pas « poètes », comme nous le rappelle la chanson mise ici en exergue, mais nous pouvons être « émus » et surtout nous devons prendre en compte les émotions citadines pour une meilleure compréhension des spatialités humaines.

Bibliographie

Genpei Akassegawa, *Hyperart: Thomason*, Tokyo, Chikuma Shobo Publishing, 1987.

Arjun Appadurai, *Après le colonialisme*, Paris, Payot, [1996], 2001.

Keith Beavon, *Johannesburg, The Making and Shaping of a City*, Pretoria, Unisa Press, 2004.

Claire Bénit, Philippe Gervais-Lambony, « La mondialisation comme instrument politique local dans les métropoles sud-africaines (Johannesburg et Ekurhuleni) : les “pauvres” face aux “vitrines” » in *Annales de géographie*, n°634, 2003, pp. 628-645.

Claire Bénit-Gbaffou, Philippe Gervais-Lambony (dirs), *Les formes de la démocratie locale dans les villes sud-africaines*, in *Revue Tiers Monde*, n°196, 2008.

Augustin Berque, *Du geste à la cité, formes urbaines et lien social au Japon*, Paris, Gallimard, 1993.

Herman Charles Bosman, *A Cask of Jerepigo*, Cape Town, Human & Rousseau, 1957.

Svetlana Boym, *The Future of Nostalgia*, New York, Basic Books, 2001.

Clive Chipkin, *Johannesburg style, architecture and society, 1880s-1960's*, Cape Town, David Phillip, 1993.

Clive Chipkin, *Johannesburg Transition*, Johannesburg, Ste Publishers, 2008.

John Comaroff, Jean Comaroff, *Ethnicity, inc*, Durban, University of Kwazulu Natal Press, 2009.

Michel De Certeau, *L'invention du Quotidien 2*, Paris, Gallimard, 1980.

Sophie Didier, Isabelle Berry-Chikaoui, Bénédicte Florin, Philippe Gervais-Lambony, « Mémoires », in Elisabeth Dorier-Apprill, Philippe Gervais-Lambony (dirs), *Vies Citadines*, Paris, Belin, 2007, pp. 209-230.

Jacob Dlamini, *Native Nostalgia*, Johannesburg, Jacana Press, 2009.

Philippe Gervais-Lambony, *Territoires citadins*, Paris, Belin, 2003.

Pauline Guinard, « [Quand l'art public \(dé\)fait la ville ? La politique d'art public à Johannesburg](#) » in *EchoGéo*, 13, 2010.

-
- Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, [1950], 1997.
- David Harvey, *The condition of Postmodernity*, New York, Blackwell, 1990.
- David Harvey, *Spaces of Hope*, Berkeley University Press, 2000.
- Myriam Houssay-Holzschuch, Jeanne Vivet, « Blurring the line : sécurisation et “publicisation” at the Victoria & Alfred Waterfront », in Bénit-Gbaffou, Seyi et Peyroux (dirs), *Sécurisation des quartiers et gouvernance locale, enjeux et défis pour les villes africaines*, Paris, Karthala-Ifas, 2009, pp. 269-289.
- Andreas Huyssen, *Present Pasts, Urban Palimpsest and the politics of memory*, Stanford, Stanford University Press, 2003.
- Jane Jacobs, *The Death and Life of Great American Cities*, New York, Random House, 1961.
- Abidin Kusno, « Whither nationalist urbanism? Public life in Governor Sutiyo's Jakarta » in *Urban Studies*, vol. 41, n°12, 2004, pp. 2377-2394.
- Marie-Claire Lavabre, « Paradigmes de la mémoire » in *Transcontinentales*, n°5, 2007, pp. 139-147.
- Yong-Sook Lee, Brenda Yeoh, « Globalisation and the politics of forgetting » in *Urban Studies*, vol 41, n°12, 2004, pp. 2295-2301.
- Henri Lefebvre, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 1974.
- Pierre Nora (éd.), *Les lieux de mémoire : vol. I la République*, Paris, Gallimard, 1984.
- Marcel Proust, *La Recherche du temps perdu*, Paris, Gallimard, édition de 1954.
- Marcel Roncayolo, *Lectures de villes. Formes et temps*, Marseille, Parenthèses, 2002.
- Mindy Thompson Fullilove, *Root Shock. How tearing up neighborhoods hurts America, and what can we do about it*, New York, Ballantine Books, 2004.
- Yi-Fu Tuan, *Space and Place. The perspective of experience*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1971.
- Vincent Veschambre, *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes, Pur, 2008.
- Vladislavic Ivan, *Portrait with keys, Joburg & what what*, Johannesburg, Random House, 2006.

Note

[1] Hypothèse qui concerne aussi la positionalité du chercheur. Il est probable que conduire des recherches depuis 1999 dans la métropole d'Ekurhuleni et depuis 1994 dans celle de Johannesburg, le retour régulier sur les mêmes lieux, mais aussi les entretiens avec des interlocuteurs parfois connus depuis longtemps, sont des facteurs de nostalgie chez le chercheur lui-même. Le présent texte, pour sa partie dite « de terrain », est en effet construit à partir d'observations et d'entretiens conduits entre 1999 (premières observations à la Casbah, Reiger Park et Boksborg) et 2011 (enquêtes par entretiens à Comet) et menés en parallèle à celles de programmes portant sur la justice spatiale et la démocratie locale. La partie théorique du texte est issue de réflexions commencées au début des années 2000, reprises en 2010 et présentées en partie lors des Entretiens d'Auxerre en 2010 ce dont je remercie les organisateurs.

[2] L'apparition du mot en français, en 1769, se fait dans le vocabulaire médical, bien avant que les romantiques ne fassent passer le mot dans le langage courant au 19^e siècle.

[3] Dont on doit rappeler que l'œuvre a été une source de réflexion importante pour Maurice Halbwachs, même si finalement ce dernier tend à rejeter l'idée d'une mémoire individuelle de type proustien, c'est-à-dire indépendante des « cadres sociaux », ce qui ramène aux débats sur la mémoire dite collective (voir Lavabre, 2007). Ceux-ci ne sont pas l'objet ici, puisque ce qui nous importe est d'abord la nostalgie en tant que sentiment ou émotion vécue par les citoyens.

[4] Ce qui est aussi cause d'un biais dans le discours scientifique sur l'urbain. David Harvey y insiste, critiquant le rôle de la nostalgie pour un passé révolu qui « infecte » les études urbaines. Cela commence selon lui avec Lewis Mumford et son discours contre la « modernité » et la ville industrielle et se retrouve chez Jane Jacobs qui aurait une « *nostalgic conception of an intimate and diverse neighborhood in which artisan forms of entrepreneurial activity and employment and interactive face-to-face forms of social relating predominate* » (Harvey, 2000 ; 164). Cette nostalgie aurait conduit à privilégier, fétichiser, le « local ». Le regret n'est pas seulement de certains lieux mais aussi d'une certaine échelle plus « humaine » : avec la croissance urbaine et la spécialisation fonctionnelle des espaces, c'est « l'urbanité » qui aurait été perdue.

[5] Le rôle des artistes (peintres, écrivains, poètes et plus encore sans doute chanteurs et musiciens) est ici important : ils se sont emparés de ce mythe et par leurs œuvres l'ont renforcé. La célèbre chanson de Myriam Makeba « Old Sophia is gone », ou la peinture d'une rue de Sophiatown par Gerard Sekoto (une de premiers peintres noirs sud-africains) en sont des exemples.

[6] Je remercie Sophie Didier de m'avoir fait découvrir, en 2011, le bar du Milner Hotel dans le quartier de Braamfontein à Johannesburg. Dans ce quartier en proie à une spéculation immobilière intense, en train de devenir un lieu à la mode de l'agglomération, ce pub reçoit une clientèle populaire dans un décor désuet au rez-de-chaussée d'un immeuble du début du siècle déjà racheté par un promoteur mais pas encore transformé, c'est l'exemple type d'un fantôme d'une époque révolue, d'une réminiscence faite lieu. Plus encore on peut observer là une superposition de nostalgies : celle d'un « jadis » c'est-à-dire du début du siècle, au temps où l'accès au pub était réservé à la population blanche travaillant dans les bureaux de Braamfontein, celle d'un « naguère » en voie de disparition où ces lieux de l'élite passée avaient été ré-appropriés par une clientèle noire populaire.

[7] L'artiste d'hyperart développe ce concept au Japon dans ses articles des années 1970. Gary Thomasson était un célèbre joueur de baseball états-uniens « acheté » par une équipe japonaise (les Yomiuri Giants), une fois au Japon, il fut plus que décevant, ratant toutes les balles... se révélant inutile, relique de son propre passé glorieux. Le tomason (les deux orthographes sont possibles, je préfère utilisé celle qui est la plus éloignée du nom propre éponyme) typique est de cet ordre et de cette échelle : escalier ne débouchant sur aucune porte, panneau indicateur n'indiquant plus rien, simple tuyau sans usage dépassant d'un mur.

[8] Pratique culturelle typiquement sud-africaine, le *braai* est un barbecue collectif, chacun y apportant sa contribution en viande et saucisses.

[9] Les entretiens dont des extraits sont reproduits ici ont été réalisés par l'auteur à Comet en janvier 2010, août 2011 et mars 2012 auprès de neuf résidents actuels et quatre anciens résidents, ayant tous grandi dans le quartier. D'autres informations proviennent d'entretiens réalisés en mars 2012 avec l'élue locale de la circonscription à laquelle appartient le quartier, la présidente de l'association de résidents de Comet, le directeur de la société *Living Africa* désormais propriétaire des terrains et les responsables du *Housing Department* d'Ekhuruleni. Je remercie aussi Clive Chipkin pour ses informations sur le cabinet d'architecte d'Herbert Baker.

[10] Ces extraits d'entretiens démontrent la sélectivité de la mémoire. En effet, beaucoup des familles

de Comet avaient des originaires étrangères (Lesotho et Mozambique surtout). Cela ne les empêche pas *a posteriori* de se définir comme différents des mineurs de l'époque, originaires surtout du Malawi, ou des locataires venus s'installer récemment dans le quartier et qui viennent souvent du Zimbabwe. Dans le contexte sud-africain, marqué par des violences récurrentes contre les migrants étrangers, cette reconstruction identitaire doit être soulignée. En 2011, le musicien Hugh Masekela a monté un spectacle dans un théâtre de la ville intitulé *Migration songs* fondé exactement sur cela : réveiller une autre nostalgie citadine, celle du travailleur migrant, et la relier à celle de l'émigré d'aujourd'hui.

[11] Entretiens successifs, 2007-2009.

[12] Dans le cadre des réformes du gouvernement local sud-africain, les *ward committees* sont des comités d'environ dix membres élus par les électeurs d'une circonscription (*ward*), censés représenter la société civile, travailler avec l' élu local, et faire le lien entre l' élu et les résidants (Bénil-Gbaffou, Gervais-Lambony, 2008).

[13] C'est la forme presque constante des récits de vies des citoyens interviewés sur leur enfance : ils commencent par décrire les souffrances et privations, les injustices vécues sous l'apartheid ; seulement ensuite se dévoilent les détails de souvenirs heureux, de la convivialité de la vie de *township*, de l'émerveillement des visites au centre-ville, des relations familiales si fortes. Il faut parvenir à voir ces deux facettes de la vie comme non contradictoires pour comprendre la difficulté qu'il y a à assumer et à dire ce passé.

[14] Des projets urbains fondés sur la rénovation d'anciens espaces industriels de ce type se sont multipliés en Afrique du Sud. On doit bien sûr aussi évoquer le cas du Victoria et Alfred Waterfront du Cap, nouvel « espace public » très orienté par une ré-interprétation du passé (Houssay-Holzschuch, Vivet, 2009).

Article mis en ligne le Monday 7 May 2012 à 00:00 –

Pour faire référence à cet article :

Philippe Gervais-Lambony, "Nostalgies citadines en Afrique Sud.", *EspacesTemps.net*, Works, 07.05.2012

<https://test.espacestemp.net/en/articles/nostalgies-citadines-en-afrique-sud/>

© EspacesTemps.net. All rights reserved. Reproduction without the journal's consent prohibited. Quotation of excerpts authorized within the limits of the law.